Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 168, 169, 170, 170-1 et 170-2 ;

Vu le code de l'éducation et notamment son article L. 421-1 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 67-600 du 23 juillet 1967 relatif au régime de rémunération des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2001-1174 du 11 décembre 2001 modifié portant statut particulier du corps des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2012-933 du 1^{er} août 2012 relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2012 fixant les montants de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale instituée par le décret n° 2012-933 du 1^{er} août 2012 ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation ;

Vu le visa n° CB/ 2017-141 de Madame l'administratrice générale des finances publiques de la Polynésie française en date du 21 juillet 2017

Vu la délibération de l'Assemblée de la Polynésie française en date du

ENTRE :

L'État, représenté par M. Le Haut-commissaire de la République, sur proposition de Monsieur le vice-recteur de la Polynésie française ;

Et

La Polynésie française, représentée par M. le président de la Polynésie française.

ILESTCONVENU CEQUISUIT :

PRÉAMBULE

La présente convention a pour objet d'étendre l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction en charge des collèges, des sections d'enseignement général et professionnel adapté et des lycées de l'enseignement public en Polynésie française.

La réforme indemnitaire définie par le décret du 1^{er} août 2012 et l'application de l'article 21 du décret du 11 décembre 2001 susvisé doivent entrer en vigueur en Polynésie française afin de permettre une évaluation des politiques éducatives menées dans les collèges et les lycées par les chefs d'établissement mis à disposition du gouvernement de la Polynésie française. La fixation d'objectifs éducatifs, scolaires ainsi que les critères d'évaluation des résultats des politiques doivent être déterminés de manière commune et partagée entre l'Etat, employeur des personnels de direction et le ministre chargé de l'éducation de la Polynésie française qui exerce une autorité fonctionnelle sur ces fonctionnaires mis à disposition.

Les mentions relatives au ministère de l'éducation se réfèrent, dans la présente convention, au ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la Polynésie française.

Titre 1^{er} : dispositions générales.

Article 1^{er} :

Le décret du 1^{er} août 2012, susvisé, relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministère chargé de l'éducation nationale est applicable en Polynésie française sous réserve des adaptations fixées par la présente convention.

La présente convention s'applique aux personnels de direction des collèges et des lycées de l'enseignement public régis par le décret du 11 décembre 2001 susvisé, sans préjudice des dispositions de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré.

Article 2 :

Les articles 21 et 22 du décret n° 2001-1174 du 11 décembre 2001 modifié portant statut particulier du corps des personnels de direction susvisé sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations fixées par la présente convention, sans préjudice des dispositions de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré.

Titre 2 : de la définition de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de de résultats.

Article 3 :

Les personnels de direction relevant du décret du 11 décembre 2011, susvisé, qui exercent leurs fonctions dans les collèges, les lycées et les sections d'enseignement général et professionnel adapté perçoivent une indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats dans les conditions fixées par la présente convention.

Article 4 :

L'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats comprend deux parts :

1/ - La première part tient compte des responsabilités et des sujétions liées aux fonctions exercées. Elle comprend un montant défini compte tenu des caractéristiques du poste et de la catégorie de l'établissement d'affectation fixée par arrêté du ministre de l'éducation nationale.

Le montant de cette première part peut être majoré de 15% pour les personnels de direction exerçant leurs fonctions en qualité de chef d'établissement lorsqu'ils n'ont pas d'adjoint.

Elle comprend également un complément fonctionnel attribué aux chefs d'établissement qui sont chargés soit de la direction administrative et pédagogique, soit de la direction administrative d'un ou de plusieurs autres établissements. Ce complément fonctionnel est attribué au titre de chacun de ces autres établissements compte tenu de leur catégorie fixée en application du 2^{ème} alinéa du présent article et de la direction exercée.

2/ - La seconde part tient compte de l'atteinte des objectifs fixés par la lettre de mission suite à l'entretien professionnel mentionné à l'article 21 du décret du 11 décembre 2001 susvisé. La lettre de mission et l'entretien professionnel s'effectuent dans les conditions prévues par les articles 24 et 25 de la convention du 22 octobre 2016 susvisée.

Elle est déterminée par application d'un coefficient compris entre zéro et trois à un montant de référence valant pour la période de trois années scolaires couvertes par la lettre de mission prévue à l'article 21 du décret du 11 décembre 2001 susvisé.

Article 5 :

Les personnels de direction, en séjour réglementé remis à disposition ou bien ayant obtenu une mutation, transmettent à l'issue de leur premier séjour de deux ans un rapport d'activité qui constitue un bilan d'étape analytique des actions et politiques conduites en application de la lettre de mission. En tant que de besoin et dans l'intérêt du service, le personnel de direction peut être invité à un entretien préalable à la décision de renouvellement de son séjour pour une ultime période de deux ans majorée le cas échéant d'un congé administratif d'une durée maximale de deux mois.

Par dérogation aux dispositions fixées par le 2/ de l'article 4, le chef d'établissement qui avant l'échéance de la période triennale est admis à faire valoir ses droits à la retraite, est placé en position de détachement, ou de disponibilité est reçu en entretien individuel. Au cours de cet entretien, un bilan est effectué sur l'exercice des fonctions de direction et l'accomplissement des objectifs fixés dans la lettre de mission. La part résultats de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats peut être versée au prorata temporis de l'exercice effectif des fonctions.

Article 6 :

La lettre de mission des personnels de direction qui exercent les fonctions d'adjoint au chef d'établissement est rédigée par le chef d'établissement, dans le cadre des objectifs et politiques éducatives définis par sa propre lettre de mission.

Titre 3 : de la mise en œuvre de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats

Article 7 :

La nomenclature des établissements d'enseignement du second degré de l'enseignement public de Polynésie française est fixée par assimilation à celle définie par le 1^{er} alinéa de l'article L. 421-1 du code de l'éducation, sans préjudice des dispositions de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré. Le classement des établissements d'enseignement scolaire du 2nd degré de l'enseignement public est effectué par le ministre de l'éducation nationale.

Article 8 :

Pour l'application des articles 21 et 22 du décret du 11 décembre 2001 susvisé chaque lettre de mission destinée aux personnels de direction des collèges, lycées et des sections d'enseignement général et professionnel adapté est rédigée et signée conjointement par le ministre chargé de l'éducation et le vice-recteur de la Polynésie française. L'entretien professionnel d'évaluation est effectué par le ministre de l'éducation et le vice-recteur de la Polynésie française.

A l'issue de chaque période triennale, une nouvelle lettre de mission est notifiée au chef d'établissement.

Titre 4 : du versement de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats

Article 9 :

Le versement de la part de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats définie au 1/ de l'article 4 est mensuel.

Le versement et le montant de la part de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats définie au 2/ de l'article 4 sont déterminés et fixés par le vice-recteur de la Polynésie française.

Article 10 :

Le versement de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats est soumis au service effectif des fonctions y ouvrant droit.

Article 11 :

Pour l'application du décret du 1^{er} août 2012 susvisé, les montants de l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements sont fixés par l'arrêté du 1^{er} août 2012 susvisé.

Ces montants sont affectés des coefficients d'indexation en application des dispositions fixées par le décret du 23 juillet 1967 susvisé.

Article 12 :

L'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats est exclusive de toute indemnité de même nature. Elle peut se cumuler avec l'indemnité pour l'exercice des fonctions dans les collèges appartenant aux réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+) de l'archipel des îles Tuamotu, des communes de Faa'a. et Papara.

Titre 5 : dispositions diverses et finales.

Article 13 :

L'abrogation ou bien la modification des dispositions fixées par le décret du 1^{er} août 2012, susvisé, entraîne la caducité de plein droit de la présente convention.

L'abrogation ou bien la modification des articles 21 et/ou 22 du décret du 11 décembre 2001, susvisé, entraîne la caducité de plein droit de la présente convention.

Article 14 :

La présente convention peut être modifiée par avenant. Elle peut être dénoncée par l'une d'une partie en respectant un préavis de trois mois à compter de la réception de la demande de dénonciation. Elle est appliquée, sans préjudice des dispositions de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré, de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics, et de l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement.

Article 15 :

Les dispositions de la présente convention entrent en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant sa publication.

Article 16 :

La durée de la présente convention est identique à celle de la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 sauf application des dispositions prévues à l'article 14.

Article 17 :

Le vice-recteur de la Polynésie française et le ministre de l'éducation sont chargés de l'application de la présente convention qui sera publiée au journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete en trois exemplaires originaux, le

Le Président du gouvernement
de la Polynésie française

Le Haut-commissaire de la République en
Polynésie française

Edouard FRITCH

René BIDAL

Le vice-recteur de la Polynésie française

Le ministre de l'éducation et
de l'enseignement supérieur

Philippe COUTURAUD

.....

Visa de Mme l'administratrice générale des
finances publiques de la Polynésie française

.....